

CONSEIL NATIONAL DU SNAPAP

Le syndicat en conclave pour décider de la date de son congrès

Les travaux de la session ordinaire du conseil national du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap) ont débuté, ce mardi, à la Mutuelle des travailleurs des matériaux de construction de Zéralda.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - L'ordre du jour : fixer la date du congrès du syndicat. L'aile Felfoul s'est réunie pendant deux jours avec les différents membres du syndicat dans le but de débattre de leurs revendications socioprofessionnelles.

Selon le chargé de l'information du Snapap, M. Belamouri, l'objectif du conseil national ordinaire du syndicat est de débattre les différents problèmes socioprofessionnels des travailleurs de l'administration publique.

Cependant, le point essentiel qui sera abordé,

dira-t-il, est celui de fixer une date pour la tenue du congrès du syndicat.

Toutefois, selon notre interlocuteur, sans nous fournir une date précise, le

congrès se tiendra avant la fin de l'année en cours. Il annoncera que trois commissions de travail ont été installées.

La première s'occupera de la préparation du congrès. La seconde du

statut particulier du Snapap. La troisième se penchera sur la préparation de la plate-forme des revendications du syndicat. Le conseil, précisera M. Belamouri, a également pour rôle de déterminer les différentes revendications des travailleurs. Celles-ci tournent essentiellement autour du régime indemnitaire, du statut particulier et de l'augmentation des salaires.

S. A.

COORDINATION DES SYNDICATS AUTONOMES DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le projet bientôt relancé

La création d'une nouvelle coordination des syndicats autonomes serait à l'ordre du jour.

Depuis quelques jours, elle est devenue une préoccupation des syndicats autonomes, selon le président de l'Union nationale du personnel de l'enseignement supérieur, affiliée au Snapap.

Cependant, ce dernier parle d'une coordination regroupant tous les syndicats de la Fonction publique. Le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), lui, par contre, parle uniquement d'une coordination des syndicats de l'éducation. «Les syndicats de l'ensei-

gnement supérieur sont également les bienvenus», a indiqué Boudjenah, secrétaire général du SNTE.

Pourquoi ne pas relancer une coordination en associant les autres syndicats de la Fonction publique ? Pas question, selon notre interlocuteur. Une telle coordination ne réussira jamais de l'avis de Boujenah.

Ce dernier estime qu'actuellement, les intérêts personnels ont pris le dessus sur l'intérêt commun. Pis encore, notre interlocuteur a tiré sur certains syndicats qui font de la politique. C'est l'une des raisons, estime-t-il, qui a fait que

les problèmes des travailleurs restent «en suspens». L'idée et la volonté d'une éventuelle union des syndicats autonomes de la Fonction publique pour défendre des intérêts communs ont été «brisées». La coordination des syndicats autonomes, selon le SNTE, a failli à sa mission. «Elle n'a pas su défendre les revendications socioprofessionnelles des travailleurs», explique-t-on.

La rentrée sociale connaîtra probablement des mouvements de protestation, tels que affichés par certains syndicats.

S. A.

LANCEMENT DE L'ASSOCIATION MAGHREB+

La société civile au service de l'intégration régionale

L'Association maghrébine pour la promotion des relations économiques et financières Maghreb+, une organisation non gouvernementale, est née. Son lancement est intervenu mardi soir, à l'issue de la clôture de l'université d'été de la Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité (CCFC) qui célèbre son 11^e anniversaire. Fondée par 15 personnalités de la société civile des cinq pays maghrébins (Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie et Libye) et du Canada, cette association a pour vocation, selon son président, Karim Mahmoudi (président de la CCFC), d'œuvrer à l'intégration régionale maghrébine pour que «le Maghreb bouge». Et, à cette occasion, la CCFC a décerné le Prix professionnel Ahmed Francis à plusieurs universitaires, cadres économiques et journalistes maghrébins. Un hommage particulier a été rendu au défunt Mohand Saou, journaliste à la Chaîne III de la Radio nationale, un «homme modeste et digne», dira Karim Mahmoudi, remettant le prix à sa veuve. Le même prix a été décerné à notre consœur Nadia Mellal, journaliste au quotidien *Liberté*.

C. B.

PROMOTION DU PRODUIT NATIONAL

L'Algérie ne sait pas communiquer

Les administrations et les entreprises algériennes ne savent pas communiquer pour mettre en valeur le produit national à l'extérieur

Chérif Bennaceur-Alger (Le Soir) - Les conférences-débats sur la chaîne du commerce extérieur se poursuivent au siège de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex). Hier, le consultant expert en logistique transport, Kamel Khelifa, a abordé la thématique de «la communication intégrée» au service des exportations.

Liée, notamment, à l'information, la valorisation du produit national à l'extérieur, la pratique du lobbying et l'action diplomatique dynamique, la communication «hélas fait défaut», «pose problème», estime Kamel Khelifa.

Celui-ci note l'absence effective d'une «vision d'ensemble» qui implique

tout le monde. Soit l'Etat, les pouvoirs publics, en termes d'«encadrement, appui et exécution», les administrations, bien formées et mises à niveau, ainsi que les entreprises commerciales, en termes d'accueil et écoute.

Or, «les organismes, les entreprises ne communiquent pas, ou si peu», voire mal, considère cet expert, qui met en garde contre les dégâts provoqués par une mauvaise communication. «Nous ne savons pas communiquer. Ou on ne veut pas s'en donner les moyens», observe-t-il.

Selon Kamel Khelifa, il revient aux «profession-

nels» d'établir des plans de communication, aux diplomates et autres attachés commerciaux au niveau des ambassades de savoir placer le produit, à toutes les institutions d'être «visitables», transparentes. Intervenant dans le débat, un représentant du ministère des Affaires étrangères a affirmé que les représentations diplomatiques dispo-

sent déjà à d'un plan de communication et ont été «instruites» de le suivre.

Cela même si ce dernier n'a pas été davantage explicite, se limitant à qualifier ce plan de «pratique» et contenant des informations sur les produits exportables, et se voulant rassurant sur les aptitudes professionnelles de nos représentants.

C. B.

ÉLECTROMÉNAGER ET AUDIOVISUEL

Des produits Samsung fabriqués à Sétif dès septembre

Des produits audiovisuels et électroménagers, labellisés Samsung, seront fabriqués à Sétif et commercialisés dès le mois de septembre 2009. C'est ce que le directeur de Samsung Algérie, M. Seungho-Yun, a indiqué lors d'une conférence tenue récemment à Alger. La filiale algérienne du leader sud-coréen de l'électronique compte également commercialiser, dès le mois suivant, de nouveaux modèles d'écrans LCD notamment.

En outre, des micro-ordinateurs lap-tops, des vidéos-projecteurs et des photos-frames, de la même marque, seront commercialisés dès l'année prochaine. Et ce, à travers un réseau de 450 revendeurs, sous la supervision de la société algérienne Sacomi, partenaire paten-

té de Samsung depuis 2004, pour la distribution des produits électroniques et informatiques de la marque du pays du Matin calme. Un partenariat réussi, selon les responsables des deux sociétés, Samsung Algérie confortant de plus en plus un statut de leader sur le marché national, sur certains produits, premier pour les écrans, lecteurs optiques et disques durs, et second pour les imprimantes.

Et un marché national, estimé à 400 millions de dollars, où la part de Samsung, grâce à son partenariat avec Sacomi, dépasse les 30%, voire les 40% sur les PC, et est appelée à se maintenir.

C. B.

ALGÉRIE-VENEZUELA

Installation, hier, d'un groupe parlementaire d'amitié

L'Assemblée populaire nationale (APN) a abrité, hier mercredi, une cérémonie protocolaire d'installation du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Venezuela. Outre son président, le député Mohamed El-Mahdi Kacimi-El Hassani, dix-huit députés composent ce groupe parlementaire d'amitié, dont l'installation satisfait à la réciprocité, puisque le groupe parlementaire d'amitié Venezuela-Algérie a été mis sur pied, il y a de cela une année.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - Le député Seddik Chihab, vice-président de l'APN, qui a présidé à cette cérémonie, a affirmé que la création de ce groupe parlementaire

d'amitié vise à renforcer les liens d'amitié et de coopération entre les institutions parlementaires des deux pays. Elle poursuit également, a-t-il ajouté, à consolider la solidarité entre

les deux peuples et les deux Etats. Seddik Chihab a, par ailleurs, fait l'éloge de la secrétaire générale du Parti des travailleurs, membre de ce groupe, dont il a soutenu qu'elle a souvent raison dans son opposition dure mais constructive. Un éloge qui a arraché un sourire entendu à la responsable du PT. De son côté, l'ambassadeur de la République bolivarienne du Venezuela à Alger, Michel Mujica, a estimé que l'installation de ce groupe parlementaire d'amitié Algérie-Venezuela est très importante, en ce sens qu'elle permettra d'approfondir la

relation déjà forte entre les parlements des deux pays et, partant, entre l'Algérie et le Venezuela.

Le diplomate vénézuélien n'a pas manqué l'opportunité de sa présence à la cérémonie pour rendre un hommage de reconnaissance à l'Algérie qui, en 2002, lors du coup d'Etat pétrolier qui a vu la production pétrolière du Venezuela chuter de plus de 3 millions de barils/jour à un maigre millier de barils/jour, a fait montre d'une grande solidarité active avec le Venezuela.

S. A. I.